

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Une motion pour montrer la voie de la réussite

Les questions sociales au coeur du congrès du PS

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : mercredi 5 septembre 2012

Démocratie & Socialisme

Chacun sent que le gouvernement de Jean-Marc Ayrault nommé par François Hollande est sur une ligne de crête en cette rentrée 2012. Le combat est rude entre les pressions des banques et « marchés » d'un côté et celles des exigences sociales, de la majorité des électeurs de l'autre. Chacun comprend que ce combat va s'intensifier non seulement dans les mois qui viennent mais qu'il va traverser tout le quinquennat. Cela déterminera *in fine* si François Hollande peut faire un deuxième quinquennat comme nous le souhaitons tous, ou si la catastrophe recommence avec le retour de la droite extrême et de l'extrême droite.

Doit-on affronter la finance qui fait chantage, le patronat qui, délibérément, parie sur l'échec de la gauche et multiplie les licenciements ? Doit-on conserver une ligne médiane, prudente mais paralysante alors que la récession frappe à la porte et que le chômage dépasse 5 millions, battant tous les records.

Dans le cadre même des 60 propositions victorieuses du candidat Hollande, il y a place pour des interprétations, des inclinaisons, et des choix au jour le jour s'imposent. Atteindre 3 % de déficit maximum en 2013 et 0,5 % en 2017 étant un parcours imposé, comment le monnayer ?

Avaler le traité Merkozy dit « TSCG » et le faire voter sans qu'il y ait de croissance ni de compensation devient une gageure. Comme l'a fort bien résumé Jacques Delors : « la règle d'or est un piège à cons ». Tout le monde sait que s'il y avait un débat libre et suivi d'un referendum, ce TSCG serait battu par une très large majorité de nos concitoyens, - comme toutes les autres règles inhumaines de « l'économie du malheur » imposées par les intégristes néolibéraux allemands et français.

Cette pseudo « règle d'or » est le fruit d'une bataille intérieure entre les « lander » allemands riches et pauvres qui peinent à réguler leurs propres budgets, et elle nous est indument transposée comme un enjeu dans toute l'Europe. La « règle d'or » existe pourtant dans la constitution allemande depuis 1949 et ils l'ont violé 12 fois : l'Allemagne a même en 1953 négocié à Londres, l'annulation de la moitié de sa dette. Le critère de Maastricht à 3 % de déficit et à 60 % du PIB de dette fixé en 1992 a été violé maintes fois depuis 20 ans dans tous les États de l'euro... Cette fuite en avant est une folie d'idéologues. L'austérité aggrave la récession qui aggrave la dette.

Chacun sait que JAMAIS la Grèce, l'Espagne, l'Italie, le Portugal, la France... ne paieront leurs dettes actuelles, produits de spéculations indignes et que ce TSCG du 29 juin 2012 ne parviendra JAMAIS - pas plus que les 22 sommets européens précédents organisés par Sarkozy - à résoudre la crise des dettes publiques en Europe.

Comme le FESF qui l'avait précédé, le MES avec ses 550 milliards escomptés est totalement en dessous du niveau des dettes considérées. Ce sont donc les dettes elles mêmes qu'il faut remettre en cause, soumettre à audit, renégocier et annuler en partie. Il faut que la BCE arrête de prêter à 1 % à des banquiers privés qui re-prêtent scandaleusement aux États à 3, 4, 6, 7 ou 8 %. Rassurer les marchés c'est jeter des steaks aux requins, ils en veulent toujours plus. Il faut au contraire que les banquiers sentent la poigne des États, stoppent leurs spéculations, leurs tricheries (comme celle du LIBOR). **La BCE doit prêter directement aux États, comme l'a réclamé déjà maintes fois publiquement François Hollande.**

On nous dit qu'il est actuellement impossible de faire passer cela face à Merkel. On peut entendre mais souligner que le SPD, en aidant Merkel à imposer le TSCG, s'affaiblit lui-même pour les élections de 2013 et qu'on ne gagne jamais à faire la politique de l'adversaire de droite, il faut s'appuyer sur son propre camp, la gauche, le salariat. Les 31 députés du SPD qui ont voté « contre » le TSCG ont bien eu raison, et montrent la voie aux députés français.

Attendra-t-on seulement que la Cour de Karlsruhe ait tranché en Allemagne sur la constitutionnalité du traité adopté le 28 juin dernier ? Une fois le TSCG ratifié, la loi organique et ses applications adoptées, prochainement (on nous

dit que tout cela sera fait entre le 19 septembre et les premiers jours d'octobre 2012) que restera-t-il au choix des militants socialistes lorsqu'ils auront à élire le 11 octobre leurs délégués pour le congrès des 26-27-28 octobre ?

Vont-ils dire à leur gouvernement qu'il s'est trompé ? Ce sera exact, mais trop tard, car ce sera lui demander de se déjuger... Le temps que des millions de citoyens comprennent, sans débat, sans référendum, dans quoi ils ont été « embarqués », des problèmes sociaux plus directs, immédiats, décisifs surgiront de la vie quotidienne.

Des dizaines de plans de licenciements sont cyniquement préparés par le patronat. Les salaires sont si bas que la vie devient intenable. Le droit du travail est rongé par la souffrance au travail, la précarité, les licenciements boursiers abusifs. Le chômage est un cancer qui mine tout, nos banlieues, nos cités, nos écoles, nos hôpitaux, nos institutions. Sécu et retraite sont en difficulté.

On peut contourner les conséquences de l'absurde nouvelle « règle d'or » en décomptant à part les investissements, en augmentant les impôts sur le CAC 40, sur les dividendes et les immenses fortunes arrogantes de ce pays ! Ils veulent un budget stable ? Que les riches paient mais pas les salariés, qui ont déjà (trop) payé : 93 % des actifs, qui produisent toutes les richesses et n'en reçoivent plus depuis longtemps la part qu'ils méritent. 10 points ont été pris par les profits aux salaires, qu'ils soient rendus ! Le CAC 40 a fait 86 milliards de bénéfices en 2012 et distribué 36 milliards de dividendes, que l'impôt les reprenne, cela vaudra mieux que leur dilapidation dans les Iles Caïman et les caves à subprimes. Pierre Moscovici annonce que « 50 % des efforts feront l'objet de recettes en plus » et « 50 % feront l'objet de dépenses en moins » : comment seront répartis ces 50 % ? Car Sarkozy avait fait cadeau aux riches de 110 milliards de recettes à reprendre, et il est possible d'économiser 30 milliards de dépenses en supprimant l'assistanat au patronat, soit 30 milliards d'exonérations de cotisations récupérées. Pierre Moscovici a déclaré que la question du « coût du travail » n'était pas « taboue » : assurément, le coût du travail doit augmenter, les salaires doivent faire un bond en avant, condition de la relance et les dividendes doivent être lourdement taxés condition d'un rééquilibrage du budget.

Nous avons des solutions, et voulons redistribuer les richesses à l'intérieur même de nos frontières, ni l'Europe libérale, ni la mondialisation, ne peuvent nous en empêcher si le gouvernement en a la volonté. Cela, précisément cela, doit être débattu et c'est l'enjeu des mois et années qui viennent.

C'est pour cela que, nous le disons, il faut une motion ancrée dans les besoins sociaux lors de ce congrès socialiste. Il faut que le point de vue des salaires et des salariés se fasse entendre. Il faut qu'une énergie militante se manifeste au sein de notre grand parti socialiste, en lien avec le mouvement et les exigences sociales. Car s'il n'y a pas de motion, pas de débat, pas d'énergie mobilisée, non seulement le congrès des 26-27-28 octobre ne servira à rien, mais ensuite, il n'y aura pas de résistance organisée, de contrepoids collectif conscient, de parole suffisamment forte dans nos rangs susceptible d'influer sur les choix quotidiens du gouvernement, de l'alerter, de le faire pencher du bon côté de la ligne de crête. Il faut une motion qui soulève vigoureusement les questions sociales centrales, celles qui sont décisives pour le succès ou l'échec du quinquennat. Il faut un courant de gauche, socialiste, militant, déterminé, collectif, démocratique, constant.

Oh, il y a aussi mille questions qui sont en jeu, économiques, écologiques, démocratiques, institutionnelles, et nous ne les sous-estimons pas une seule seconde. Mais nous savons et nous disons que ce qui est déterminant ce sont les questions sociales. Elles déterminent tout le reste : **en gagnant sur les questions sociales, nous gagnerons sur tout le reste**. Il ne faut pas diluer le message. Salaires, salariés, emplois, sécurité sociale, retraites. C'est par cela qu'il faut commencer, c'est cela qu'il faut gagner, c'est l'écoute attendue, souhaitée, prioritaire, et comme nous le disait un vieux militant socialiste à propos de notre contribution qui pose en premier la question des salaires : « - T'as bien parlé, t'as parlé à mon portefeuille ».

Les contributions en présence :

1°) Celle de Barbara Romagnan est entièrement consacrée à l'Europe et au TSCG, elle s'y oppose, et demande une autre Europe. Mais si Benoît Hamon et Henri Emmanuelli ont tellement exprimé leurs doutes et hésitations à propos d'une pareille motion, à La Rochelle, lors de la réunion UMA (Un monde d'avance) c'est qu'ils n'ont pas la même perspective. Benoît Hamon l'a déclaré : il faut « séparer son sort personnel de ministre », de cette question. Il est rappelé vivement à la solidarité gouvernementale sur le TSCG et poussé à le défendre, par le 1er ministre et la 1ère secrétaire. Certes la vingtaine de députés pro-UMA peut se distinguer au sein du groupe parlementaire dans un vote interne préalable, mais ensuite quid de la discipline ? Les rappels à la discipline et pressions de groupe vont être virulents avant les votes finaux. Que vont faire en pratique ces nouveaux députés qui n'ont naturellement pas de mandat impératif ? Certains veulent s'abstenir, d'autres voter contre, se dissocier ne serait pas heureux, et croire qu'une abstention serait un compromis adroit n'est guère mobilisateur ni clarificateur. Comment un mini groupe parlementaire peut-il tenir, sans mobilisation militante derrière lui ? Défendre une motion, c'est LA façon d'exister, de défendre des idées dans le parti socialiste, ne pas le faire, quoi qu'on dise, c'est forcément y renoncer.

Et comment demander aux militants socialistes de voter le 11 octobre, une motion réduite à la contestation *a posteriori* du TSCG si, quelques jours plus tôt le traité a été ratifié à l'Assemblée et au Sénat, sauf certaines abstentions ou oppositions ?

D'où l'impasse et la prudence à estimer et à renégocier les positions acquises : que veulent les mandataires UMA ? Que veulent les premiers fédéraux du courant UMA ? Quel poids risque d'avoir une motion aujourd'hui ? Donnera-t-elle plus ou moins de voix qu'à Reims ?

Les questions tactiques l'emportent alors nettement sur les questions de fond, comme ce fut le cas à la réunion de la Rochelle le 27 août, l'essentiel, les questions sociales ne sont même plus évoquées. UMA doit-il se dissoudre comme l'idée a jailli cet été ? Pour mieux s'élargir ? Se restructurer sur des questions nouvelles (écologie, juste échange, nouvelles technologies...) ? Avec qui ? Avec une « gauche durable » ? Mais recentrée ? A demi-mot, on nous a fait comprendre qu'UMA se passerait bien des militants de D&S trop « sociaux »... Et les deux dirigeants principaux Hamon, Emmanuelli qui n'avaient pas déjà fait vivre UMA collectivement depuis Reims (réunions de direction pas tenues, promesses pas tenues, absence de fonctionnement démocratique lors des primaires, absence partielle lors des retraites en 2010, quasiment deux ans sans réunions sur quatre ans d'existence) manifestent devant tous leur hésitation plutôt que leur volonté de combat. Alors que 80 % au moins des 400 militants présents à La Rochelle étaient favorables à une motion, dont les jeunes, on dit qu'il n'y en aurait pas. Ce serait la preuve hélas, de la sous-estimation de l'enjeu des questions sociales dans la réussite ou non du quinquennat.

2°) La contribution de Marie Noëlle Lienemann (Gauche avenir, ou « le temps de la gauche ») s'apparente en partie à la nôtre, elle comprend qu'il faut bien sûr, s'opposer au TSCG mais que cela ne peut constituer, une fois qu'il sera ratifié, une base d'orientation suffisante, durable et positive à soumettre au vote des militants le 11 octobre et pour les deux années à venir jusqu'au prochain congrès.

Elle aborde les questions du quinquennat, de sa réussite ou de son échec : si le chômage de masse ne se réduit pas, il y aura échec. Il ne peut y avoir de réduction du chômage sans réduction du temps de travail. Il ne peut y avoir de relance sans redistribution des richesses. Toute austérité serait un enfoncement dans l'échec comme en Grèce, en Espagne, en Italie, au Portugal. Il ne peut y avoir de sortie de crise, sans effort volontariste de l'État pour l'emploi, le renouveau de la production avec une transition écologique. Il faut une fiscalité quasi révolutionnaire directe et progressive. Il faut reconstruire un droit du travail entièrement : il faut « faire du bien » au salariat, pour qu'il appuie le gouvernement, le soutienne face au patronat et à la finance. Il faut que la BCE prête aux États et mener bataille pour

une autre Europe, sociale.

Il est donc possible d'écrire une motion commune : mais c'est un texte tellement important qu'il ne peut s'écrire sur un coin de table, sans prendre le temps de faire bien et surtout de mettre les questions sociales au coeur.

Il nous faut aussi un parti socialiste mobilisé, tonique, relais des aspirations sociales vers le gouvernement et non pas « godillot » comme le fut l'UMP. Nous voulons oeuvrer à l'unité de toute la gauche, dans l'action, dans les luttes et au gouvernement. Rien de grand ne s'est fait dans notre pays sans unité de toute la gauche. Avec Marie-Noëlle Lienemann nous partageons aussi ces idées d'un parti vivant, et d'une grande gauche unie.

Nous avons proposé, dès le début de cet été et toujours à La Rochelle, une motion commune à partir des trois contributions majeures publiées le 18 juillet. Nous avons été les seuls à réclamer à la réunion de La Rochelle - cette unité des trois principales contributions (et au delà car au congrès de Reims, il y avait eu pas moins de six contributions pour fonder UMA).

La contribution Romagnan a récolté 1500 signatures, celle dite de Filoche a récolté 1000 signatures, celle de Lienemann a récolté 500 signatures, cela ferait une excellente addition, avec une proportion respectable et respectée entre les trois sensibilités militantes, une présence dans tous les départements.

Nous sommes le 2 septembre, la date butoir de dépôt des textes est le 11 septembre à minuit. Nous réunissons les délégués départementaux de nos signataires PRLC-RLR le samedi 8 septembre, Marie-Noëlle Lienemann aussi. Nous avons aussi proposé une réunion commune.

3°) Il y a d'autres contributions plus modestes, mais à prendre en compte bien évidemment : une contribution dite « GPS » des amis de Pierre Larrouturou, « Roosevelt 2012 », une autre dite « d'initiative citoyenne », une autre dite « altermondialiste, pôle écologique », celle dite « Utopia », celle « changer la réalité pour aller à l'idéal » et une « contribution féministe », avec lesquels il y a manifestement des approches communes possibles.

Nous les lisons, les respectons, et souhaitons un accord aussi avec elles. Nous avons pris les contacts et quelques-unes (en tout cas, « Initiative citoyenne ») nous ont contacté directement aussi.

Nous voyons bien des possibilités d'arriver à un cadre commun : mais nous ne voulons tromper personne, le message essentiel, clef, central, ne doit pas être embrouillé, il s'agit de mettre les questions sociales au coeur.

Nous avons des réponses face aux banques, à la finance (lire « Dette indigne » éd. JC Gawsewitch et la revue D&S chaque mois sur tous les principaux sujets en débat). Nous avons depuis des années lutté pour la priorité aux salaires et au salariat, à l'emploi, au droit du travail : il n'est pas question de diluer ce message central, ce serait tout simplement contre-productif, nous devons nous concentrer sur une image, un message, une bataille et pas mille combats éparpillés. Dans la mesure où nous pouvons compléter, enrichir ce message, nous ferons ensemble l'effort d'écriture, dans les 8 jours à venir pour arriver à une motion lisible et solide, claire et préhensible par le maximum de militants.

Voilà un état des réflexions en ce 1er septembre. Nous le communiquons à tous pour que le maximum de militants le comprennent. Avec une volonté unitaire qui ne s'est jamais démentie : nous avons toujours voulu et voulons toujours que la gauche socialiste soit la plus large possible, mais cet objectif est inatteignable sans une

orientation combative, sans un soin démocratique, collectif à écrire et à agir ensuite en commun. Il s'agit d'un combat pour les deux années à venir, pour la réussite du changement.

Nous sommes conscients, très conscients que si le gouvernement de la gauche, notre gouvernement, échouait, toute la gauche échouerait. Ce serait le retour de la droite et non pas d'une autre gauche. Nous ne sommes pas en embuscade, l'embuscade ça ne sert à rien. C'est en amont qu'il faut influencer, faire gagner les idées. Nous sommes résolument constructifs, nous voulons aider, contribuer, éclairer, stimuler, faire gagner François Hollande, Jean-Marc Ayrault tout comme nous l'avons fait dans la campagne contre Sarkozy et l'UMP/FN, avec la réussite des belles victoires du 6 mai et du 17 juin.

Le 4 septembre nous sommes à J - 7.

Une semaine pour régler les questions soulevées ici.

Nous nous adressons à tous les militants socialistes pour qu'ils s'engagent aussi dans cette bataille et nous aident. Nous sommes connus pour notre sérieux militant, notre loyauté aussi, on fait ce qu'on dit, on dit ce qu'on fait, nous souhaitons avoir des réponses, vite, nous souhaitons unifier le meilleur de chaque contribution, et faire une excellente motion de combat, de fond, « le social au coeur ».

Gérard Filoche, 4 septembre 2012